



NOUVEAUTÉS À LA BIBLIOTHÈQUE

11 JANVIER 2017

DANS CE NUMÉRO

[Acquisitions récentes](#) ♦ [Gazette officielle du Québec, partie 2](#)

ACQUISITIONS RÉCENTES

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

1. Bérard, Frédéric. **Addressing the Elephant in the Room: Spending Power in Canada.** *Constitutional law = Droit constitutionnel*. Vol. 36, no 2 (November/novembre 2016), p. 287-329.

« Le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral ou provincial, soit la capacité d'allouer ses propres ressources financières à certaines fins hors les champs de compétence dévolus, se veut, depuis toujours, source de débats doctrinaux. Bien que les fondements constitutionnels de ce pouvoir demeurent des plus vagues, ceci n'empêche pas les acteurs politiques, le gouvernement fédéral au premier chef, à invoquer celui-ci comme fer de lance de maintes mesures interventionnistes. Ce pouvoir constitue, pour ainsi dire, l'éléphant dans la pièce de l'univers politico-constitutionnel canadien. »

AFFAIRES RÉGIONALES

2. Ladouceur, Stéphane. **Bulletin d'analyse : Indice de vitalité économique des territoires.** Québec: Institut de la statistique du Québec, 2016. 41 p.
Disponible en ligne : <http://bit.ly/2i9Obt4>

« Ce bulletin met en évidence les différences importantes qui existent sur les plans démographiques, du marché du travail et du revenu des particuliers entre les localités qui occupent le haut du pavé, selon le nouvel indice de vitalité économique des territoires développé par l'ISQ, et celles qui performant moins bien. Il est aussi question dans ce bulletin des localités qui ont connu les plus fortes progressions dans le classement de l'indice de vitalité économique entre 2002 et 2014. »

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

3. Bégin, Simon; Turmine, Yan; Patelli, Yannick. **Une crise agricole au Québec : vers la fin des fermes laitières traditionnelles?** Montréal: VLB Éditeur, 2016. 221 p.
338.176 214209714 B417 2016

« Un pilier du Québec rural est menacé, et cela nous concerne tous, citoyens autant que ruraux, consommateurs comme producteurs. Ce pilier, c'est la gestion de l'offre, un système mis en place il y a plus de quarante ans, sur laquelle repose la prospérité des campagnes québécoises et, plus particulièrement, celle de nos producteurs laitiers. »

ALCOOL ET DROGUES

4. Santé Canada; Groupe de travail sur la légalisation et la réglementation du cannabis. **Un cadre pour la légalisation et la réglementation du cannabis au Canada.** Ottawa: Gouvernement du Canada, 2016. 129 p.

Disponible en ligne : <http://bit.ly/2jqVXLm>

« En tenant compte de l'expérience d'autres administrations et des points de vue d'experts, d'intervenants et du public, nous avons cherché à trouver un équilibre entre les restrictions appropriées, afin de minimiser les dangers de la consommation du cannabis et de fournir l'accès aux adultes à une offre réglementée de cannabis, tout en réduisant la portée et l'ampleur du marché illicite et ses dommages sociaux. Nos recommandations tiennent compte d'une approche axée sur la santé publique visant à réduire les dangers et à promouvoir la santé. Nous avons également adopté une approche de précaution pour minimiser les conséquences imprévues, étant donné que la preuve pertinente est souvent incomplète ou non concluante. »

COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION

5. Paquet, Gilles. **Immigration that Exceeds Absorptive Capacity is an Imposture.** *Optimum Online*. Vol. 46, no 4 (December 2016), p. 1-4.

« In the post-World War II period, Canada has had a very successful immigration policy that was based on the principle that immigration flows should not exceed Canada's economic, social, political and cultural absorptive capacity. The proof that this policy was successful is that, after a limited period of time, new Canadians were able to expect to catch up to the level of employment and income of the Canadian born. Over the recent decades, a toxic mix of forces has derailed this successful immigration policy. »

ÉCONOMIE

6. Dostaler, Gilles. **Les grands auteurs de la pensée économique.** Montréal: Éditions Somme toute, 2016. 520 p. 330.09 D724 2016

« De la condamnation de l'enrichissement personnel par Aristote à la critique du fanatisme du marché de Joseph Stiglitz, en passant par la lutte de Milton Friedman contre l'interventionnisme de l'État, cet ouvrage présente la vie et les idées maîtresses de près de quatre-vingts grands penseurs de l'économie, sur plus de vingt-cinq siècles d'histoire de la pensée économique. »

ENVIRONNEMENT

7. Chalifour, Nathalie J. **Canadian Climate Federalism: Parliament's Ample Constitutional Authority to Legislate GHG Emissions through Regulations, a National Cap and Trade Program, or a National Carbon Tax.** *Constitutional law = Droit constitutionnel*. Vol. 36, no 2 (November/novembre 2016), p. 331-407.

« Prime Minister Justin Trudeau has committed the government to do what is needed to ensure Canada meets or exceeds its national climate targets under the Paris Agreement. While he has promised to work collaboratively with the provinces in establishing a pan-Canadian clean growth and climate framework, it is clear that some new federal climate laws will be required. There are many factors involved in selecting and designing climate policies, one of which is constitutional jurisdiction. While thoughtful legislative drafting will be important, ultimately the Canadian Constitution's division of powers is adequately equipped to deal with that may be the greatest public policy challenge of our time. In fact, climate change

is perhaps the quintessential issue for engaging the tools of cooperative federalism and progressive interpretation of our Constitution. »

FINANCES PUBLIQUES

8. Dauphin, Roma. **A Deconstruction of the New Income Inequalities in Quebec since 2000.** *Optimum online*. Vol. 46, no 4 (December 2016), p. 1-4.

« Dans cette étude, nous commencerons par présenter les données disponibles pour une période s'étalant sur 33 ans, de 1973 à 2006. Dans une seconde partie, l'analyse se concentrera sur les super-riches et identifiera trois sous-groupes d'entre eux (soit les super-vedettes, les banquiers et les médecins) pour établir le rôle qu'ils ont eu dans les nouvelles inégalités de revenus au Québec. »

JEUNES

9. Hango, Darcy. **La cyberintimidation et le cyberharcèlement chez les utilisateurs d'Internet âgés de 15 à 29 ans au Canada.** *Regards sur la société canadienne*. No 75 (décembre 2016), p. 20.
Disponible en ligne : <http://bit.ly/2iBhEbw>

« À partir des données de l'Enquête sociale générale de 2014, le présent article examine les caractéristiques associées au fait d'avoir été victime de cyberintimidation ou de cyberharcèlement au cours des cinq années précédentes chez les personnes de 15 à 29 ans. L'article se penche également sur les liens qui existent entre la cyberintimidation et/ou le cyberharcèlement et divers indicateurs du niveau de confiance, du comportement personnel et de la santé mentale. »

LAÏCITÉ

10. Koussens, David (sous la dir.) **[Dossier] Les terrains de la laïcité au Québec.** *Recherches sociographiques*. Vol. 57, no 2-3 (2016), p. 267-547.

Sommaire : Le travail obscur de la mémoire identitaire / Laïcité et patrimonialisation du religieux / La tension sociojuridique entre laïcité et multiculturalisme / Visibilité des signes religieux en France et au Québec / Laïcité et valeurs dans le projet de loi n°60 / Les enjeux démocratiques du débat sur la Charte / Analyse lexicométrique des discours sur la laïcité / Du danger de la religion pour les femmes.

MÉDIAS

11. Bernier, Marc-François (sous la dir.). **Le cinquième pouvoir : la nouvelle imputabilité des médias envers leurs publics.** Québec: Presses de l'Université Laval, 2016. 326 p.
302.23 C575 2016

« Avec les blogues, Facebook et Twitter, pour ne nommer que ceux-là, les citoyens peuvent enfin s'exprimer. Dans tous les pays de liberté d'expression, ils exigent davantage de transparence, de responsabilité et d'imputabilité de la part des professionnels de l'information. Pour la première fois, des chercheurs francophones se penchent sur ce 5^e pouvoir citoyen qui surveille de près le 4^e pouvoir médiatique. Il est parfois outrancier, certes, mais il est là pour demeurer. Les médias et les journalistes sont condamnés à converser avec le 5^e pouvoir, qui peut les aider bien souvent. »

12. Sørensen, Rune J. **The Impact of State Television on Voter Turnout.** *British Journal of Political Science.* 19 décembre 2016

« In an influential study, Matthew Gentzkow found that the introduction of TV in the United States caused a major drop in voter turnout. In contrast, the current analysis shows that public broadcasting TV can increase political participation. Detailed data on the rollout of television in Norway in the 1960s and 1970s are combined with municipality-level data on voter turnout over a period of four decades. The date of access to TV signals was mostly a side effect of geography, a feature that is used to identify causal effects. Additional analyses exploit individual-level panel data from three successive election studies. The new TV medium instantly became a major source of political information. It triggered political interest and caused a modest, but statistically significant, increase in voter turnout. »

PARLEMENTARISME

13. Raymond, Isabelle. **Jouer aux politiciens : quand le parlement prend la relève de la salle de classe.** *Canada Éducation.* Décembre 2016
Disponible en ligne : <http://bit.ly/2izCdcR>

« Destinés aux jeunes d'expression française au Canada, les parlements jeunesse sont des simulations parlementaires qui s'apparentent fortement aux activités quotidiennes des politiciens. Les participants ont la chance de prendre place dans les lieux de travail des politiciens et de débattre différents projets de loi fictifs. Cette expérience enrichissante leur permet de développer leur confiance en soi et leur aisance en art oratoire. »

SÉCURITÉ DU REVENU

14. Dubus, Pierre. **Le droit au revenu de citoyenneté : entre la gauche et la droite.** Montréal: Les Éditions du Renouveau québécois, 2016. 58 p.
362.582 '09714 D821 2016

« La question du revenu de citoyenneté, connu aussi sous le nom d'allocation universelle ou revenu minimum garanti, revient dans l'actualité. Des expériences sont en cours en Finlande et aux Pays-Bas. Un référendum a eu lieu en Suisse. Au Canada, en Ontario et au Québec, les gouvernements ont mandaté des groupes de travail pour son étude. Dans ce bref essai, l'auteur analyse les considérations éthiques et sociales, financières et fiscales, politiques et constitutionnelles des deux approches, afin de permettre au lecteur de se forger sa propre opinion. »

15. MFRB, Mouvement français pour un revenu de base. **Revenu de base : comment le financer ? Panorama des modalités de financement.** Gap, France: Éditions Yves Michel, 2016. 187 p.
362.582 '0944 R451 2016

« Ce livre démontre non seulement que le revenu de base est une mesure à portée de main, mais aussi que les pistes pour le financer sont multiples. »

SOCIÉTÉ

16. Beauchamp, Valérie; de Grosbois, Philippe; Nguyen, Amélie. **[Dossier] : Racisme au Québec, au-delà du déni.** *À bâbord ! : revue sociale et politique*. No 67 (décembre 2016), p. 37-57.

Sommaire : Pas de capitalisme sans racisme / Un flou juridique complaisant / Onickakw! / L'intersectionnalité, cette approche qui dérange / Que révèlent les débats sur l'altérité musulmane? / Le racisme ordinaire / Le temps de la lucidité / Décoloniser nos relations / Un rattrapage nécessaire.

Pour obtenir un de ces documents, communiquez avec la [Bibliothèque](#).

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, PARTIE 2

 [Haut](#)

[Accédez à ce numéro de la Gazette](#)

ENTRÉE EN VIGUEUR DE LOIS

- 1075-2016 Mines, Loi modifiant la Loi sur les... — Entrée en vigueur de l'article 108 de la Loi
1112-2016 Mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015, Loi concernant principalement la... — Entrée en vigueur des dispositions des articles 154 et 167 de la Loi

RÈGLEMENT ET AUTRES ACTES

- 1122-2016 Code de déontologie des médecins, approuvé par le décret numéro 1113-2014 du 10 décembre 2014, Règlement modifiant le... — Entrée en vigueur des articles 14 et 17 du Règlement
1124-2016 Règlement abolissant les frais accessoires liés à la dispensation des services assurés et régissant les frais de transport des échantillons biologiques
1131-2016 Gestion de certaines parties de l'autoroute 440, nommée autoroute Dufferin-Montmorency, situées sur le territoire de la ville de Québec

Abrogation de l'Arrêté du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du 15 février 2012 concernant les indicateurs de gestion relatifs à l'administration de certains organismes municipaux

DÉCRETS ADMINISTRATIFS

- 1090-2016 Exercice des fonctions de certains ministres
1091-2016 Nomination de M^e France Lynch comme sous-ministre du ministère de la Justice
1092-2016 Nomination de M^e Chantal Couturier comme sous-ministre associée au ministère de la Justice
1093-2016 Nomination de monsieur René Dufresne comme secrétaire adjoint du Conseil du trésor
1094-2016 Traitement de M^e Édith Lapointe, secrétaire associée du Conseil du trésor
1095-2016 Constitution de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès
1096-2016 Nomination de cinq membres du conseil d'administration du Centre de services partagés du Québec
1097-2016 Nomination du président et de neuf membres du Comité de retraite du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'autres régimes
1100-2016 Autorisation à la Ville de Montréal de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada et la Fédération canadienne des municipalités afin de réaliser le Projet d'informatisation du registre foncier en Haïti
1101-2016 Autorisation à la Ville de Montréal de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme d'aide aux musées, volet Accord Canada-France
1102-2016 Versement d'une subvention additionnelle maximale de 2 000 000 \$ au Groupe Export agroalimentaire Québec-Canada au cours des exercices financiers 2016-2017 à 2017-2018, pour le financement du programme Exportateurs de classe mondiale
1103-2016 Nomination de trois membres de l'Office québécois de la langue française
1104-2016 Modification du décret numéro 819-86 du 11 juin 1986, relatif à la délivrance d'un certificat d'autorisation pour la réalisation du programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean

- 1105-2016 Modification du décret numéro 933-2013 du 11 septembre 2013 relatif à la soustraction du projet de mise en place de mesures temporaires d'urgence pour réduire le risque d'inondation de la rivière Lorette sur le territoire de l'agglomération de Québec de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et à la délivrance d'un certificat d'autorisation à l'agglomération de Québec
- 1106-2016 Soustraction du projet de stabilisation temporaire d'urgence le long des berges du fleuve Saint-Laurent du côté ouest du quai municipal, sur le territoire de la municipalité de village de Pointe-aux-Outardes, de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et délivrance d'un certificat d'autorisation à la Municipalité de village de Pointe-aux-Outardes
- 1107-2016 Mandat confié à Investissement Québec relativement à l'administration du Conseil consultatif sur l'économie et l'innovation
- 1108-2016 Aide financière sous forme d'une contribution financière non remboursable d'un montant maximal de 8 250 000 \$ à Productions Fox Québec ltée par Investissement Québec
- 1109-2016 Nomination de dix membres, dont le président, du conseil d'administration de l'Institut national des mines
- 1110-2016 Autorisation à la Commission scolaire des Hauts-Cantons de conclure une entente de contribution financière avec la Société d'aide au développement de la collectivité de la région de Mégantic dans le cadre du Fonds pour les infrastructures communautaires
- 1113-2016 Fixation de la somme à être versée par Hydro-Québec au crédit du Fonds du Plan Nord pour l'année 2017
- 1114-2016 Remise à la Ville de Laval des impôts, intérêts et pénalités payables par monsieur Gilles Vaillancourt et découlant des manquements à ses obligations fiscales relativement à des sommes détenues à l'étranger
- 1115-2016 Nomination de quatre membres indépendants du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec
- 1116-2016 Nomination de la firme KPMG s.r.l. / S.E.N.C.R.L. à titre de vérificateur externe des livres et comptes d'Hydro-Québec
- 1117-2016 Approbation de l'Accord de réciprocité fiscale (Canada – Québec)
- 1118-2016 Institution d'un régime d'emprunts par la Société de l'assurance automobile du Québec
- 1119-2016 Virement au volet aménagement durable du territoire forestier du Fonds des ressources naturelles pour le Programme de remboursement des coûts de chemins multiressources pour chacun des exercices financiers 2016-2017 à 2020-2021
- 1120-2016 Nomination de monsieur le juge Robert Proulx comme juge en chef adjoint à la Cour du Québec
- 1121-2016 Nomination de monsieur le juge Scott Hughes comme juge en chef associé à la Cour du Québec
- 1123-2016 Approbation de l'Entente sur le développement économique et la création d'emplois entre le gouvernement du Québec et le Conseil Mohawk de Kahnawake
- 1125-2016 Autorisation de signer un acte d'emphytéose par l'École nationale de police du Québec
- 1126-2016 Renouvellement du mandat de M^e Liane Dostie comme régisseuse de la Régie des alcools, des courses et des jeux
- 1127-2016 Renouvellement du mandat de trois coroners à temps partiel
- 1128-2016 Approbation de l'Entente relative au versement d'une aide financière dans le cadre du Programme de financement Prévention Jeunesse 2016-2019 entre le gouvernement du Québec et le Conseil de la Nation Anishnabe de Lac-Simon
- 1129-2016 Acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction du pont de Fer (P-02622), au-dessus du Grand lac Saint-François, sur la route 263, et d'une partie de la route 263 et de ses intersections avec le chemin des Roy et le rang Saint-François, situés sur le territoire de la municipalité de Lambton
- 1130-2016 Acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction du pont P-00757, au-dessus de la rivière des Plantes, sur le rang de la Plée, situé sur le territoire de la ville de Beauceville
- 1132-2016 Rémunération et remboursement des dépenses des membres du conseil d'administration de l'Autorité régionale de transport métropolitain nommés par le gouvernement
- 1133-2016 Nomination de madame Paula Bergeron comme vice-présidente de la Régie du bâtiment du Québec

ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

Mise en oeuvre du Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à des glissements de terrain survenus en novembre 2016, dans la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan

AVIS

Liste d'arbitres que le ministre dresse en vertu de l'article 38 de la Loi à partir de critères et de profils de compétence et d'expérience qu'il détermine

 [Haut](#)

Bonne lecture!



ÉDIFICE PAMPHILE-LE MAY
1035, RUE DES PARLEMENTAIRES
QUÉBEC (QUÉBEC) G1A 1A3
TÉL. : 418 643-4408
bibliotheque@assnat.qc.ca

   assnat.qc.ca/mediassociaux

* Si vous ne souhaitez plus recevoir cette publication, il suffit de nous en aviser par [courriel](#).